

Quant à ce que nous ferons, cela reste à déterminer. Sauf erreur, les seuls gouvernements à avoir fait une démarche officielle sont ceux du Royaume-Uni et de la France, qui ont, à titre de propriétaires ou autrement, un intérêt bien particulier dans la Compagnie du canal de Suez. Je ne crois pas qu'aucun autre État, sans exclure les États-Unis, ait effectué une telle démarche. Certains États, dont le Canada, se consultent pour déterminer quelles mesures, s'il y a lieu, ils prendront de concert en cette matière.

M. Green: Pourquoi le gouvernement canadien n'indiquerait-il pas dès aujourd'hui que le Canada se range aux côtés du Royaume-Uni et de la France dans cette difficulté?

M. Alistair Stewart (Winnipeg-Nord): Dans les vues que nous échangeons avec le Royaume-Uni, le ministre soulignera-t-il, au nom du Gouvernement, l'importance de recourir aux bons offices des Nations Unies en vue de résoudre ce problème?

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, notre haut commissaire à Londres a déjà souligné cet aspect de la question dans ses entretiens avec le gouvernement du Royaume-Uni.

LES PARCS NATIONAUX

BANFF—PRÉTENDU HUILAGE EXCESSIF D'UNE ROUTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C. E. Johnston (Bow-River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Travaux publics ou au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, soit à celui de qui relève la question. Il s'agit de la route transcanadienne n° 1 qui traverse le parc national de Banff. On s'est plaint auprès de moi des autorités de l'endroit parce que celles-ci huilent le tronçon de cette route qui va d'Anthracite-Hill à Banff. On me dit que ce n'est qu'une mer d'huile, ce qui embarrasse les touristes et tout le monde, à cause de l'effet sur les voitures et sur les vêtements. La même chose s'est produite déjà au cours de la saison touristique; le ministre est alors intervenu. Il ne faudrait sûrement pas laisser faire actuellement. Je voudrais que le ministre fasse quelques observations à ce sujet.

L'hon. Robert H. Winters (ministre des Travaux publics): Je vais étudier l'affaire, monsieur l'Orateur.

[L'hon. M. Pearson.]

LES PONTS

BURLINGTON (ONT.)—INTERPELLATION QUANT À L'IMPOSITION DE TAXES DE PASSAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. E. Reinke (Hamilton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics. Est-il en mesure de renseigner la Chambre sur la situation en ce qui concerne la décision prise par le gouvernement ontarien d'exiger un droit de péage sur le pont dit *Skyway*, à Burlington, et l'effet que pourrait avoir une décision de ce genre sur la participation financière du gouvernement fédéral à cette entreprise?

L'hon. Robert H. Winters (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, j'ignore si le gouvernement provincial a décidé d'exiger des droits de péage en ce qui concerne cet ouvrage, mais je crois qu'il entend le construire seul, sans la participation financière du gouvernement fédéral. La question a été étudiée hier à Toronto entre le maire d'Hamilton, M. Jackson, M. Frost, M. Allan, ministre de la Voirie, et moi-même. Nous avons examiné la question de ce pont sous l'angle de l'expansion présente et à long terme de la ville. Autant que je sache, cependant, le gouvernement provincial a l'intention d'aménager le pont lui-même.

LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES COALITIONS

LA BIÈRE—INTERVENTION RELATIVE À UNE PRÉSUMÉE COALITION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Justice. Le Gouvernement a-t-il reçu une communication de son légiste touchant l'existence d'une présumée coalition dans le brassage de la bière au Canada?

L'hon. Stuart S. Garson (Ministre de la Justice): Pas jusqu'ici.

LE LOGEMENT

PRINCE-ALBERT, SASKATCHEWAN—INTERPELLATION AU SUJET D'UN RELÂCHEMENT DU RÈGLEMENT CONCERNANT LES HYPOTHÈQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, je poserai de nouveau au ministre des Travaux publics une question relative à la plainte formulée par le maire